

Projet d'arrêté du Gouvernement en Conseil

ayant pour objet le classement comme monument national de l'église décanale de Diekirch, y inclus le mobilier historique et les œuvres d'art, inscrite au cadastre de la commune de Diekirch, section A de Diekirch, sous le numéro 657/7319, appartenant à la Ville de Diekirch

Avis du Conseil d'État

(24 janvier 2017)

Par dépêche du 16 août 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet d'arrêté du Gouvernement en conseil sous rubrique. Au texte du projet d'arrêté étaient joints la demande de classement du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch du 2 mai 2012, le rapport de la séance du 13 juin 2012 de la Commission des sites et monuments nationaux, une lettre de la ministre de la Culture au curé de la Ville de Luxembourg du 28 juin 2012, l'avis du conseil communal de la Ville de Diekirch du 19 juillet 2012, une prise de vue aérienne et une description de la parcelle, ainsi qu'une documentation photographique de l'église à classer.

Le Conseil d'État approuve le projet lui soumis pour avis.

Il y a lieu de soulever que l'article 3 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, dispose que « [l]'immeuble appartenant à l'État, à une commune, à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique est classé par le Gouvernement en conseil, les intéressés et le Conseil d'État entendus en leurs avis ».

Aux yeux du Conseil d'État, le terme « intéressé » est à lire au sens strict, comme ne visant que l'État, les communes et les établissements publics ou d'utilité publique. En l'espèce, l'immeuble à classer n'appartenant pas à la Fabrique d'église de Diekirch, cette dernière ne saurait être considérée comme « intéressé ».

Observations d'ordre légistique

Observations générales

À l'intitulé, au préambule, ainsi qu'au dispositif du projet d'arrêté du Gouvernement en conseil sous avis, il est indiqué d'écrire le terme « commune » avec une lettre « c » majuscule. À l'intitulé il convient d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

Préambule

Le deuxième visa devra se lire :

« Vu la demande de classement du Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch du 2 mai 2012 ; ».

Compte tenu de l'observation du Conseil d'État ci-dessus, il y a lieu de supprimer le visa relatif à la Fabrique d'église de Diekirch.

Articles 1^{er} à 3

Il y a lieu d'écrire « **Art. 1^{er}.** » et de faire abstraction des tirets entre les numéros d'article et le dispositif aux articles 1^{er} à 3 sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 janvier 2017.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes